

LE MAGAZINE QUI DONNE DU SENS À L'ÉCONOMIE

# L'Expansion

N° 794 - MAI 2014 - 5,90€

## LES DÉBATS INTERDITS

(TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LES TABOUS FRANÇAIS)

**GAZ DE SCHISTE**  
Pourraient-ils  
sauver  
l'industrie ?

**SMIC**  
Faut-il le  
supprimer ?

**ALLOCATIONS  
CHÔMAGE**  
Qui contrôle les abus ?

**NATIONALISATIONS**  
Protégeraient-elles  
des emplois ?

**35 HEURES**  
Est-ce vraiment  
un boulet ?

**EURO**  
Le garder  
ou pas ?



[www.lexpansion.com](http://www.lexpansion.com)

EXPRESS ROULARTA

M 01629 - 794 - F: 5,90 € - RD



LUXEMBOURG 5,90 €, BELGIQUE 5,90 €, ALLEMAGNE 6,90 €, ITALIE 6 €, GRÈCE 6 €, PORTUGAL 6 €, SUISSE 9,60 CHF,  
MAROC 60 MAD, TUNISIE 6,50 TND, DOM 6,50 €, TOM 1250 XPF

# Jeunes « décrocheurs » à l'école de l'entreprise

A la fois établissement scolaire et PME, les « écoles de production » redonnent des perspectives à des élèves sortis du système. La recette : les former à des métiers en situation réelle. Visite dans la région lyonnaise.

« Il y a encore trois mois, il n'aurait jamais autant parlé », s'ébahit Antoine Martin, le directeur de cette école de production. Ecole de réparation, plutôt. Ici, on s'occupe de rattrapper les décrocheurs, de rattraper quelques-uns des 150 000 laissés-pour-compte de l'Education nationale sortis du système sans diplôme, ou d'éviter que des collégiens en perte de rangs ne viennent grossir leurs rangs. Pas beaucoup d'entre eux, certes : ces écoles ne sont qu'une vingtaine en France – sur des métiers très variés (mécanique, métallerie, menuiserie, réparation auto, restauration collective...) –, et la plus grosse compte à peine 200 élèves. Mais le concept de ces écoles-entreprises, nées dans la région lyonnaise voilà plus d'un siècle et demeurées injustement méconues depuis, mérite le détour.

« Nous sommes un petit complément à l'Education nationale, une troisième voie pour l'enseignement professionnel », plaide Daniel Chambodut, le directeur de l'école Gorge-de-Loup, du nom d'un quartier du IX<sup>e</sup> arrondissement de Lyon. Une troisième voie pour les cabossés dont aucun patron ne veut en apprentissage. Une troisième voie pour les jeunes tellement fâchés avec les cours théoriques que même le lycée professionnel n'est pas envisageable. Le tout à moindre coût pour la collectivité et les familles, et avec des résultats plus qu'honorables, aux examens (93 % de réussite au CAP et au bac pro) comme sur le marché du travail.

## « Ici, je comprends à quoi sert ce que j'apprends »

Ce lundi matin, à 7 h 35, dans l'atelier de Gorge-de-Loup, le « décrocheur » a plutôt une tête d'ouvrier. En bleu de travail, pas bien réveillé, mais déjà affairé à usiner des pièces dans le vacarme d'une fraiseuse à commande numérique ou d'un tour

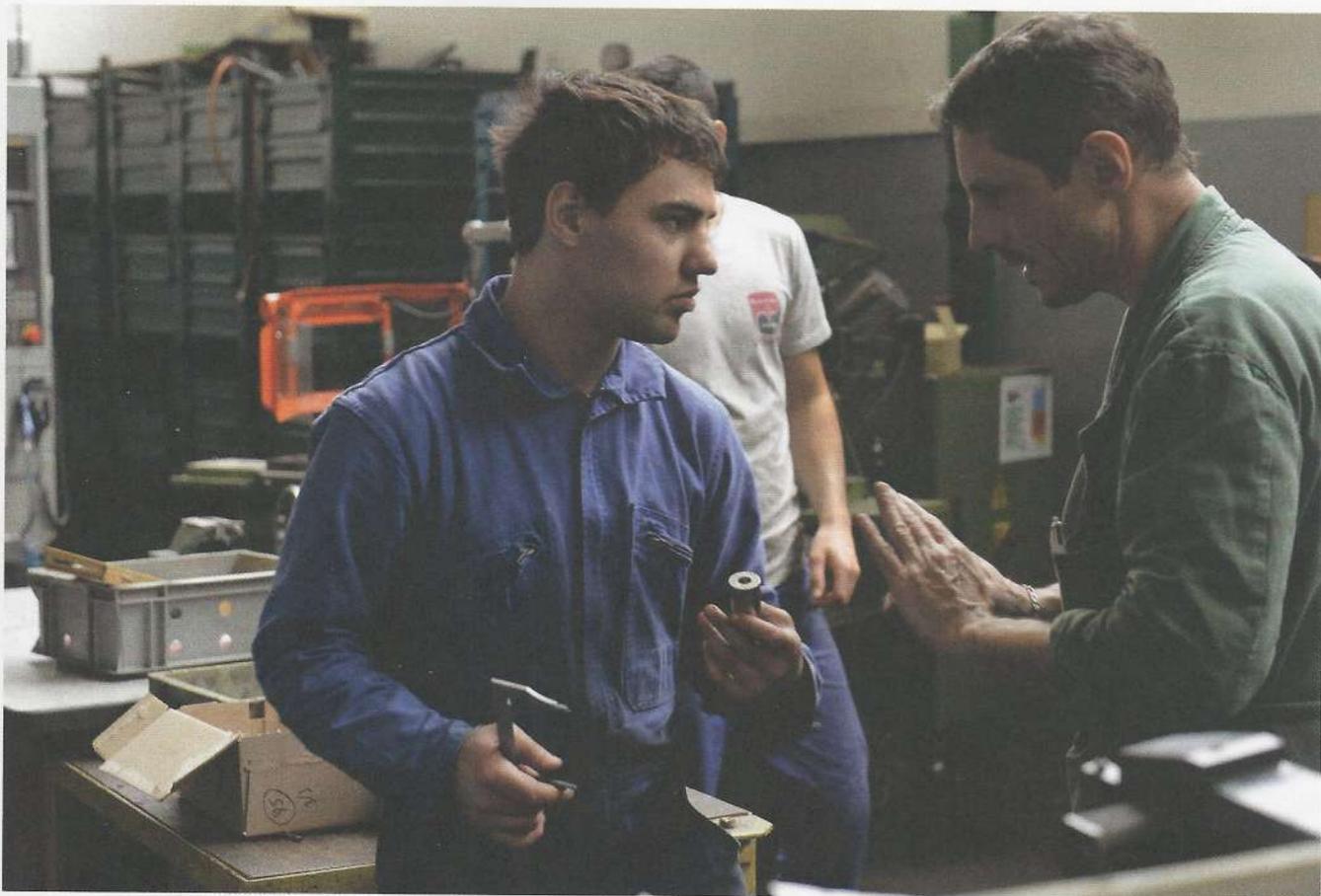
**Y** EUX VISSÉS AU SOL. Mâchoire serrée, débit saccadé et rugueux. Alexandre

se (1) s'accroche à son tournevis. Il voudrait être n'importe où plutôt que là, derrière son établi, à raconter sa vie. Pourtant, Alexandre raconte. Non, l'an dernier, il était « nulle part ». Un prof insulté en début de seconde. Viré. Une année à zoner. Oui, c'est son père, pourtant pas très présent, qui lui a trouvé cette place à l'école de production de Saint-Etienne, dans la Loire. Oui, il lui arrive encore de « péter les plombs, c'est comme ça ». Mais, finalement, « travailler le métal, ça me plaît bien ». D'ailleurs, « excusez-moi, mais j'ai du boulot » : Alexandre lâche son tournevis, attrape sa meuleuse et enfile son masque de protection. Les pièces doivent partir ce soir, le client n'attend pas. Fin de la conversation.



PHOTOS : JÉRÔME CHATIN/L'EXPANSION

**MOTIVATION.** Le fait de travailler pour de vrais clients est facteur d'implication pour les élèves.



JÉRÔME CHATIN/LEXPANSION

traditionnel. Ils sont une petite trentaine et ressemblent aux tourneurs-fraiseurs de n'importe quelle PME de sous-traitance industrielle de la région. Et, d'une certaine façon, c'est bien ce qu'ils sont. Car c'est là le secret de ces écoles : non pas de fonctionner comme une entreprise, mais d'être réellement une entreprise. « Et moi, je suis autant pédagogue que patron, avec tout ce que cela implique : trouver des clients, faire des devis, livrer en temps et en heure », résume Daniel Chambodut, le pas viv entre les machines, houspillant

**SUCCÈS.** Ces établissements ont de très bons résultats aux examens et sur le marché du travail. Ci-dessus, un atelier de l'école Gorge-de-Loup.

« Je suis autant pédagogue que patron, avec tout ce que cela implique : trouver des clients, faire des devis, livrer à l'heure... »

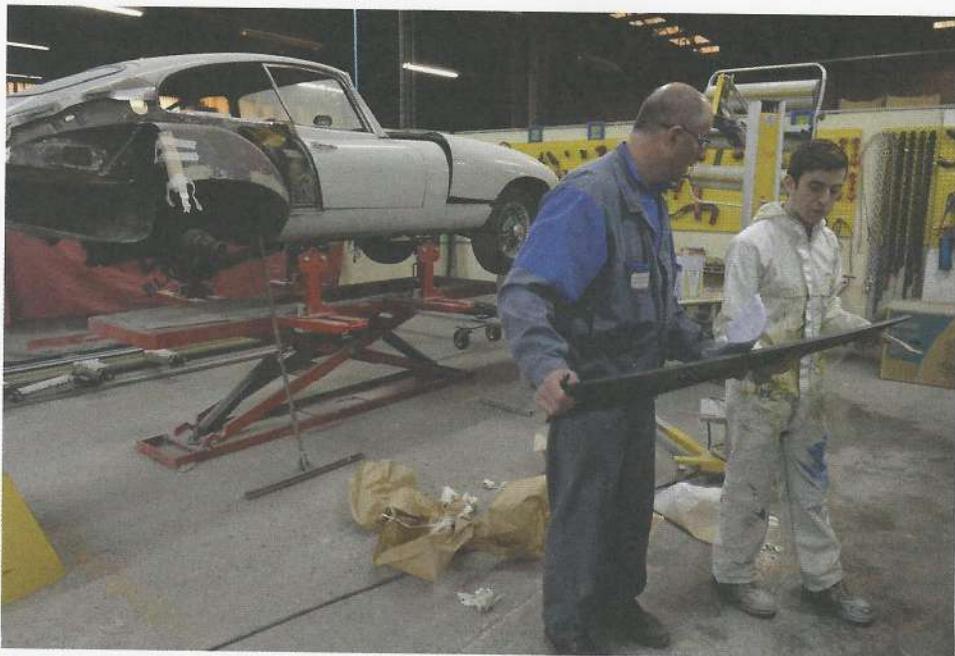
*Daniel Chambodut, directeur de l'école Gorge-de-Loup.*

les retardataires avant de filer dans son bureau.

Frédéric, 18 ans, ne quitte déjà plus son tour des yeux : « On travaille pour des clients, alors on n'a pas vraiment le droit à l'erreur. » Motivé, même si, comme ses « collègues », il ne touche aucun salaire, passe trente-sept heures par semaine à l'école, et a moins de vacances qu'un lycéen : « On est là pour apprendre et on voit que les anciens ont tous un job. » Après son CAP, décroché du premier coup, il a même rempli pour une année de « mention complémentaire ». Pas mal, quand, au collège, « ça partait en cacahuète : je n'y allais plus que pour faire des bêtises. » Mais c'est du passé : « Avant, je n'arrivais plus à suivre et je m'ennuyais. Ici, je comprends à quoi sert ce que j'apprends », dit-il en sortant une pièce terminée de sa machine.

Pour rabibocher ces jeunes avec l'école, les cours théoriques sont très limités : deux à trois heures par jour au plus dans les salles aménagées au-dessus de l'atelier, un tiers du temps au total. Et toujours très tournés vers la pratique. Les maths sont appliquées aux problèmes rencontrés à l'atelier, et le français est l'occasion d'apprendre à rédiger une lettre de motivation. « Quand une commande arrive, elle sert de support au cours de dessin industriel », raconte Denis Brude, un ancien devenu « maître professionnel » après un passage dans l'industrie.

Faire pour apprendre. Travailler sur le savoir-être autant que sur le savoir-faire. Voilà les mots d'ordre de ces écoles. « Quand on dit qu'il faut être à l'heure pour ne pas perdre de temps car les clients, eux, n'attendent pas, cela a plus de poids que le règle- ➤ »



vrai qu'il faut être courageux pour porter un projet de ce type », note Serge Le Tourneur, délégué général adjoint de la Fédération nationale des écoles de production. Car les budgets restent difficiles à boucler. Derrière son bureau encombré de factures et de commandes, Daniel Chambodut en sait quelque chose : « Les écoles sont gratuites ou à frais très réduits pour les familles. L'Education nationale ne les finance pas car nous sommes hors contrat. »

## Des aides du conseil régional qui restent limitées

Or le taux d'encadrement est élevé : un maître professionnel pour une dizaine d'élèves au plus. Parfois bien moins. « Cette année, en anglais, nous avons des groupes de trois et de six élèves, pour que chacun avance à son rythme », se réjouit Monica, intervenante à Gorge-de-Loup. Et les équipes se démènent pour éviter que certains ne décrochent de l'école des décrocheurs... Adrien, Florent et Thomas, qui cumulent tous les « dys » (dyslexie, dysphasie...), ont des cours de soutien. A Saint-Etienne, le directeur a même recruté une « spécialiste en médiation et accompagnement », auprès de qui ces jeunes, souvent à vif, peuvent vider leur sac.

Ce sur-mesure coûte cher. A côté de la production et de la taxe d'apprentissage, des subventions du conseil régional viennent souvent compléter les budgets. « Mais elles ne représentent que 3 500 euros par élève, alors qu'un apprenti ou un jeune en lycée professionnel coûtent plus de 10 000 euros par an à l'Etat. Et pourtant, elles baissent régulièrement », s'inquiète Serge Le Tourneur. Paradoxal, au moment où les politiques font – enfin – de la lutte contre le décrochage scolaire une priorité... © STÉPHANIE BENZ

(1) Tous les prénoms des élèves ont été changés.

**ENCADREMENT.**  
Un maître professionnel enseigne à une dizaine d'élèves au maximum.  
Ci-dessus, l'école de production Boisard, à Vaulx-en-Velin.

**BESOINS.**  
Les écoles forment sur des métiers en tension. Les entreprises savent qu'elles y trouveront la main-d'œuvre qui leur manque.



ment intérieur d'un lycée », souligne Antoine Martin, à Saint-Etienne. Un jour, un élève de sa section métallerie n'a pas voulu suivre les conseils de son prof. Il s'est loupé et a pris du retard : « Nous l'avons envoyé se justifier auprès du client : il a joué le jeu en lui expliquant qu'il avait ses propres livraisons à assurer, et que ce retard le pénalisait », sourit Antoine Martin.

## Pas de concurrence déloyale avec les entreprises

Au-delà de l'aspect pédagogique, la qualité doit être au rendez-vous, car le chiffre d'affaires généré par la production (de 300 000 euros à 1,2 million par an pour la plus grosse école : Boisard, à Vaulx-en-Velin) est indispensable à l'équilibre économique de ces structures privées, à but non lucratif. Il finance en partie les salaires des professeurs et l'achat des machines. Et pas question de faire de la concurrence déloyale en cassant les prix pour attirer les commandes : les prix pratiqués sont ceux du marché. Les directeurs doivent en effet entretenir de bonnes relations avec les industriels et les arti-

sans du cru, qui leur sous-traitent de l'activité ou embauchent leurs jeunes. « Toutes les écoles sont sur des métiers en tension : les entreprises savent qu'elles y trouveront la main-d'œuvre qui leur manque », assure Jean-Marie François, de l'UIMM rhodanienne, la fédération patronale locale de la métallurgie.

Au niveau national, l'UIMM soutient d'ailleurs depuis 2011 le développement de ces écoles à travers son fonds Agir pour l'insertion dans l'industrie, présidé par Anne Lauvergeon. Une dizaine d'ouvertures sont déjà prévues – et on se demande bien pourquoi le concept n'a pas essaimé plus tôt. « Nous sommes restés longtemps discrets. Et c'est

